

Bulletin du FMI

Impact sur les pauvres

L'Afrique subsaharienne face à la hausse des prix alimentaires

John Wakeman-Lynn et Paulo Drummond

Département Afrique du FMI

20 mars 2008

- Un mélange de facteurs à court et long terme fait monter les prix
- Les conséquences sociales de la hausse des aliments peuvent être graves
- On peut atténuer l'effet des chocs temporaires par des subventions provisoires et ciblées

Les pressions inflationnistes se sont accrues en Afrique subsaharienne, comme partout dans le monde, sous l'effet de la hausse des cours des combustibles et autres produits de base, surtout alimentaires.

Ces pressions constituent de nouveaux défis pour les responsables africains et elles auront des effets particulièrement négatifs sur les pauvres.

La hausse des prix alimentaires résulte d'une combinaison de facteurs à court et long terme.

Des augmentations structurelles jouent un rôle : le développement de la production de biocarburants aux États-Unis et dans l'Union européenne a représenté l'an dernier presque 50 % de la hausse de la consommation des principales récoltes. La croissance du revenu par habitant dans les pays émergents a déclenché une forte augmentation de la demande. La hausse du coût de l'énergie et des engrais a aussi contribué à la montée des prix pour tous les produits agricoles. La plupart de ces facteurs vont probablement perdurer.

Des facteurs temporaires ont aussi affecté l'offre. La sécheresse, surtout dans les pays situés sous l'équateur, a réduit la production de blé en 2007. D'autre part, les violences postélectorales au Kenya ont provoqué des pénuries et des hausses de prix dans les pays voisins comme au Kenya.

Un impact significatif

Les chocs sur les prix des combustibles et des produits alimentaires ont un impact marqué sur la population des pays à faible revenu. Comme la nourriture tient une place

particulièrement importante dans la consommation des pauvres, les hausses mondiales des prix alimentaires ont plus d'effet sur l'inflation dans les pays pauvres qu'ailleurs. Il en va de même pour les combustibles, dont le prix a beaucoup augmenté aussi.

L'effet net de la hausse des prix des aliments et des combustibles sur les termes de l'échange varie selon les pays, mais il a été positif dans la moitié environ des pays d'Afrique subsaharienne — surtout ceux qui exportent des produits de base. À l'intérieur des pays, l'impact varie selon les groupes économiques : la hausse des cours peut profiter aux agriculteurs qui produisent des cultures d'exportation, alors qu'elle pénalise les consommateurs urbains d'aliments et d'huile importés.

Les conséquences sociales de la hausse des prix alimentaires peuvent être graves. Certains pays ont récemment connu des émeutes liées aux prix alimentaires. Au [Burkina Faso](#), des manifestations ont eu lieu dans deux villes. Au [Cameroun](#), l'agitation politique a abouti à des protestations contre les prix des aliments et des combustibles. Le [Niger](#) a aussi été le théâtre d'émeutes dues au prix des aliments.

Accélération de la hausse

En Afrique subsaharienne, l'augmentation de la hausse des prix alimentaires dépasse actuellement de 2,8 points de pourcentage en moyenne celle de l'inflation globale et les dernières hausses des prix alimentaires ne sont pas encore prises en compte dans l'IPC. Pourtant la hausse des prix des aliments et des combustibles ne se traduira pas par une inflation forte et durable si les autorités réagissent judicieusement. La politique monétaire réagit de façon appropriée dans la plupart des pays de la région et l'inflation globale reste modérée par rapport aux critères historiques.

Toutefois, la flambée des prix des combustibles et de certains produits alimentaires exige des réactions qui doivent être adaptées à la situation de chaque pays et au caractère temporaire ou permanent du choc.

Conseils à l'intention des autorités

Certains principes peuvent contribuer à guider la réaction des autorités :

- Dans la mesure du possible, les pays devraient saisir l'occasion — et plusieurs le font — d'encourager **l'expansion de la production agricole nationale**. Cette politique peut être mise en œuvre non par un financement direct de la production mais par l'amélioration de l'infrastructure et des systèmes de distribution et d'entreposage, l'intensification de la concurrence, la suppression des mesures qui découragent la production, et l'élimination des obstacles au commerce. Toutefois, les pays doivent éviter des politiques, telles que les subventions non ciblées, qui introduisent des distorsions.
- Les hausses temporaires des prix alimentaires n'appellent pas nécessairement une politique monétaire compensatoire, surtout si la politique monétaire est déjà jugée crédible. Toutefois, **il peut être nécessaire de durcir la politique** si une inflation élevée et durable des prix alimentaires commence à produire des effets de second tour importants.
- L'effet des chocs temporaires pourrait être atténué par **des subventions temporaires et ciblées**, des mesures fiscales temporaires ou un recours accru à l'aide internationale, mesures qui peuvent toutes protéger les personnes les plus vulnérables.

Si vous souhaitez réagir à cet article, écrivez à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* : www.imf.org/imfsurvey